

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)

Le pouvoir adjudicateur : CHU ROUEN NORMANDIE

**Direction des Travaux et
des Services Techniques
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1**

**Travaux de cloisons/doublages-menuiseries intérieures dans le cadre de
l'Implantation d'un 6^{ème} scanner au RDJ du bâtiment CENTRAL**

Procédure adaptée - articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

Date et heure limites de remise des offres : 20/06/2025 à 16h00

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 – ACHETEUR..... | 3 |
| ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| 2-1- OBJET DU CONTRAT..... | 3 |
| 2-2- PROCEDURE DE PASSATION | 3 |
| 2-3- FORME DU CONTRAT | 3 |
| 2-4- CODE CPV | 3 |
| ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES..... | 4 |
| 3-1- DECOMPOSITION DU CONTRAT | 4 |
| 3-1-1 Lots..... | 4 |
| 3-1-2 Tranches..... | 4 |
| 3-1-3 Phases | 4 |
| 3-2- DUREE DU CONTRAT - DELAI D'EXECUTION | 4 |
| 3-3- MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT | 4 |
| 3-4- FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE | 4 |
| 3-5- DELAI DE VALIDITE DES PROPOSITIONS | 5 |
| 3-6- VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES | 5 |
| 3-6-1- Variantes..... | 5 |
| 3-6-2- Prestations supplémentaires éventuelles | 5 |
| 3-7- MODIFICATIONS AU MARCHE PUBLIC ET MARCHES COMPLEMENTAIRES | 5 |
| ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION..... | 5 |
| 4-1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION..... | 5 |
| 4-2 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE | 6 |
| 4-3 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION..... | 6 |
| 4-4 VISITE DES LIEUX | 6 |
| ARTICLE 5 - PRESENTATION DES PROPOSITIONS..... | 7 |
| 5-1 DOCUMENTS A PRODUIRE | 7 |
| 5-2 LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS..... | 8 |
| 5-3 UNITE MONETAIRE..... | 9 |
| 5-4 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS..... | 9 |
| 5-5 NEGOCIATION..... | 9 |
| ARTICLE 6 - JUGEMENT DES PROPOSITIONS | 10 |
| ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES..... | 12 |

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur :

CHU ROUEN NORMANDIE
Direction des Travaux et des Services Techniques
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1

Téléphone : 02.32.88.82.02
Site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

2-1- Objet du contrat

La consultation porte sur :

**Travaux de cloisons/doublages-menuiseries intérieures dans le cadre de l'implantation d'un 6^{ème} scanner
au RDJ du bâtiment CENTRAL**

Il s'agit d'un marché public de travaux.

Le projet est envisagé en zone occupée. Pendant toute la durée du chantier, le CHU Rouen Normandie et tous ses services doivent pouvoir fonctionner sans aucune perturbation 24H/24.

La description des travaux à réaliser est décrite aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

Le marché inclut la fourniture et la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

2-2- Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique.

2-3- Forme du contrat

A) Forme du marché

La consultation donnera lieu à un marché ordinaire.

B) Forme des prix

Le marché public est traité à prix global et forfaitaire tel que mentionné à l'Acte d'Engagement.

C) Lieu d'exécution

Les travaux sont situés sur les sites dont les adresses sont les suivantes :

Les travaux sont situés à l'adresse suivante :

| Site | Adresse |
|---------------------|----------------------------------|
| CHU Rouen Normandie | 1 rue de Germon 76000 - ROUEN |

2-4- Code CPV

Le code CPV pour l'ensemble de la consultation est le **45421000- Travaux de menuiserie**.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3-1- Décomposition du contrat

3-1-1 Lots

Le présent marché n'est alloti. En effet les travaux ne concernent qu'un seul corps d'état.

3-1-2 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3-1-3 Phases

Le phasage des travaux est détaillé au CCTP.

3-2- Durée du contrat - Délai d'exécution

Le délai global de réalisation des travaux est fixé à 9 mois intégrant le délai de 2 semaines de préparation, à compter de la notification de l'ordre de service (daté et numéroté) signé par le Maître d'ouvrage prescrivant à l'entrepreneur retenu de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

3-3- Modalités de financement et de paiement

Les dépenses relatives au présent marché public sont financées par imputation au budget propre du CHU ROUEN NORMANDIE.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées l'article 3.7 du CCAP.

3-4- Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le CHU Rouen Normandie.

Conformément aux articles R.2142-19, R.2142-21 à R.2142-23 du Code de la Commande Publique, le CHU ROUEN NORMANDIE ne peut exiger au moment de la présentation des offres et des candidatures que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

En revanche et conformément à l'article R.2142-22 du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement d'opérateurs économiques, le CHU ROUEN NORMANDIE exigera après l'attribution du marché public que le groupement d'opérateurs économiques soit conjoint avec solidarité du mandataire dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution.

En application de l'Article 3.5.1 du CCAG-Travaux, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement conjoint dans les obligations contractuelles.

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU ROUEN NORMANDIE.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

- Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

3-5- Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3-6- Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

3-6-1- Variantes

Il n'est pas prévu de variantes.

3-6-2- Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

3-7- Modifications au marché public et marchés complémentaires

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique) et/ou des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION

4-1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement et ses annexes éventuels, dont les exemplaires conservés dans les archives du CHU Rouen Normandie font seule foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), ainsi que son annexe :
 - annexe 1 : Fiche Chorus



- le Cahier des Clauses techniques Particulières et ses annexes :

- Annexe 1 : Dossier de Plans
- annexe 2 : Recommandation du service d'hygiène hospitalière
- annexe 3 : Charte chantier faible nuisance

- la décomposition du Prix Global et Forfaitaire

4-2 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R2132-2 et R2132-4 à 2132-5 du code de la commande publique, les opérateurs économiques téléchargeront **les pièces écrites et graphiques du dossier de consultation des entreprises (DCE)** à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

4-3 Modification de détail au dossier de consultation

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation des entreprises.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever la moindre réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

4-4 Visite des lieux

L'opérateur économique est réputé, lors de la remise de son offre :

- avoir pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, lieu, tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, et de l'environnement dans lequel se dérouleront les travaux et les sujétions particulières d'intervention.

Une visite du site est possible le 4 Juin 2025 à 10h en prenant rendez-vous auprès de :

M. Sébastien VANDAMME

tél. : 02.32.88.XX.XX - courriel : sebastien.vandamme@chu-rouen.fr

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES PROPOSITIONS

5-1 Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- la Lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent ;
- la Déclaration du soumissionnaire modèle DC2 ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- la Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet de la présente consultation d'offres, réalisés au cours des trois derniers exercices (sauf si ces renseignements figurent sur le DC2) ;
- Un extrait Kbis de moins de 3 mois ou le numéro unique d'identification ainsi que la (ou les) délégation(s) de pouvoir le cas échéant ;
- les Références des cinq dernières années pour des travaux de nature équivalente avec coordonnées des clients concernés, le montant des marchés et leur durée ;
- la Présentation générale de l'opérateur économique, avec état des effectifs, des qualifications du personnel, état du matériel, de l'outillage, équipement technique dont l'entreprise dispose pour exécuter le marché public ;

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 qui sera commun au groupement.

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le CHU Rouen Normandie accepte que le candidat présente sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Contenu de l'offre

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuels, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seule foi,
- la Décomposition du Prix Global et forfaitaire est à renseigner **sans n'y apporter aucune modification**. Il est rappelé que **tous les postes prévus** dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire doivent obligatoirement être renseignés par les soumissionnaires.
- le mémoire technique du soumissionnaire comprenant les informations suivantes :
 - les moyens en personnel et matériel permettant de respecter les délais et les indications concernant les procédures d'exécution envisagées et les moyens utilisés : note de méthodologie employée pour le bon déroulement des travaux.
 - une note indiquant les principales mesures prises pour assurer la sécurité des biens et des personnes ainsi que l'hygiène sur le chantier et réduire les nuisances (bruit, pollution, installation de chantier, accès, aménagements provisoires, approvisionnement des matériaux, évacuation des gravats, etc...) dues à la réalisation des travaux et notamment l'isolement des zones "chantiers" par rapport aux zones encore en activité de soins (respect des règles d'hygiène spécifiques aux établissements de santé : CLIN et dispositions réglementaires) ;
 - une note spécifiant les méthodes que le soumissionnaire propose d'adopter pour la gestion et l'élimination des déchets de chantier ;
 - les dispositions prises pour assurer la production des Plans d'Exécution des Ouvrages (PEO), des Plans d'Atelier et de Chantier (PAC) ainsi que les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ;

- une note explicitant la provenance des principales fournitures, les références des fournisseurs correspondants ainsi que le cas échéant, toutes indications relatives à la permanence d'un dispositif de maintenance et de fourniture de pièces détachées ;

- un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

**L'ensemble des documents devront être complétés,
par les représentants qualifiés du soumissionnaire au marché.**

Documents supplémentaires

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales :

- Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.
- Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

2. L'attestation d'assurance civile, décennale et tous risques chantier en cours de validité.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire devra joindre :

- Le formulaire DC4;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R2143-6 à 10, R2143-16 et R2193-1 à 9 du code de la commande publique.
- Les attestations sociales et fiscales de moins de 6 mois ;
- Une assurance RC et décennale en cours de validité ;

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le CHU ROUEN NORMANDIE, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241-1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L243-1-1 du même code.

5-2 Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.



5-3 Unité monétaire

Le CHU ROUEN NORMANDIE conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les soumissionnaires doivent impérativement répondre de façon dématérialisée.

A - Transmission par voie dématérialisée

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article 5.1 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, courriel...) entraînera le rejet de l'offre.

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : " copie de sauvegarde " - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

CHU ROUEN NORMANDIE

DAHLIB

Cour d'honneur - Porte G5 - 1^{er} étage

1 rue de Germont

76031 ROUEN CEDEX 1

B - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite du marché.

C - Non-respect des date et heure limites

Les plis doivent parvenir au plus tard avant la date et heure limite indiquées sur la première page du présent règlement.

Les plis sous forme numérique parvenant après la date et l'heure limite fixées seront détruits.

5-5 Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du Code de la Commande Publique, le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de négocier avec l'ensemble des soumissionnaires dont la candidature a été jugée recevable.

Toutefois, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.



En cas de non remise d'offre suite négociation, l'offre initiale sera conservée.

En cas de négociations, les formes et les conditions de celles-ci seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires, ils en seront informés via l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 6 - JUGEMENT DES PROPOSITIONS

Critères de sélection des candidatures :

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R.2142-6 à R.2142-14 et R.2142-25 du Code de la Commande Publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
 - o Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
- Capacité technique :
Références similaires pour des travaux de nature équivalente

Critères de jugement des offres :

La pondération s'exprime en pourcentage.

1. Prix des prestations (pondération : 60 %)
2. Valeur technique (pondération : 40 %)

Concernant le second critère, il s'agit de la valeur technique de l'offre proposée au travers des éléments contenus dans le mémoire technique.

1. Le critère prix des travaux sur la base des prix portés par le soumissionnaire à l'acte d'engagement

2. Le critère sur la valeur technique de l'offre proposée sur la base des éléments contenus dans le mémoire technique :

- les moyens en personnel et matériel permettant de respecter les délais et les indications concernant les procédures d'exécution envisagées et les moyens utilisés : note de méthodologie employée pour le bon déroulement des travaux.
- une note indiquant les principales mesures prises pour assurer la sécurité des biens et des personnes ainsi que l'hygiène sur le chantier et réduire les nuisances (bruit, pollution, installation de chantier, accès, aménagements provisoires, approvisionnement des matériaux, évacuation des gravats, etc...) dues à la réalisation des travaux et notamment l'isolement des zones "chantiers" par rapport aux zones encore en activité de soins (respect des règles d'hygiène spécifiques aux établissements de santé : CLIN et dispositions réglementaires) ;
- une note spécifiant les méthodes que le soumissionnaire propose d'adopter pour la gestion et l'élimination des déchets de chantier ;

- les dispositions prises pour assurer la production des Plans d'Exécution des Ouvrages (PEO), des Plans d'Atelier et de Chantier (PAC) ainsi que les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) ;
- une note explicitant la provenance des principales fournitures, les références des fournisseurs correspondants ainsi que le cas échéant, toutes indications relatives à la permanence d'un dispositif de maintenance et de fourniture de pièces détachées ;

Les prix globaux et forfaitaires portés à l'Acte d'Engagement (AE) prévalent sur ceux résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et servent de base à l'analyse des prix.

Si la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comporte des erreurs d'opération ou de report, elles pourront être régularisées si cette dernière est qualifiée d'erreur matérielle.

Le soumissionnaire, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Il n'est pas prévu la remise d'échantillon ou de maquette.

Attributaire du marché

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra remettre, dans le délai indiqué par le CHU ROUEN NORMANDIE dans sa demande, les documents suivants :

- les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019, texte n°14) ;
- pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- extrait K bis ou le numéro unique d'identification ;
- la copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.
- L'attestation RC et décennale en cours de validité
- Le RIB

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

Communication des résultats

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R.2181-1 à R.2181-2 du Code de la Commande Publique.

Offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5, L.2152-6, R.2152-3 et R.2152-4 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

1) Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien " Déposer une question " figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie ou par téléphone.

2) Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen
53, rue Gustave Flaubert
76000 Rouen Cedex
(e-mail): greffe.ta-rouen@juradm.fr
Téléphone : 02 32 08 12 70
Fax : 02 32 08 12 71

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.